

Journal de 20 heures
L'opération Turquoise est menée dans un
premier temps par les troupes d'élite de
l'armée française qui se déploient au Zaïre à
chaque extrémité du lac Kivu

Patrick Poivre d'Arvor, Marine Jacquemin, Didier Chauffier

TF1, 23 juin 1994

À Goma, cette mission n'est pas du goût de tous. Ses détracteurs accusent la France de remettre en selle le Maréchal-Président, isolé depuis plusieurs années.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Mesdames, Messieurs, bonsoir. La première partie de ce journal sera consacrée bien entendu à l'opération Turquoise, qui a commencé cet après-midi en deux points du territoire rwandais. En ligne avec nous nos envoyés spéciaux à Bukavu et à Goma. Reportage également sur le départ des militaires français à Istres et à Vannes.

[...]

Sans plus attendre donc, le point sur l'opération Turquoise menée dans un premier temps par les troupes d'élite de l'armée française déployées au Zaïre le long de la frontière du Rwanda, à chaque extrémité du lac Kivu. Tout en haut, Goma : c'est là que nous retrouvons tout de suite Marine Jacquemin, Frans-Yves Marescot, Gilles Tuban et Jean-Claude Géboès.

[Marine Jacquemin :] À peine l'un s'est-il posé, que l'autre redécalle. Tous ces gros-porteurs assurent le pont aérien permanent entre le Zaïre et le Centrafrique. Agglutinés sur la piste, les petits comme les grands regardent étonnés ce balai dans le ciel de Goma, tandis que la garde civile tente de les éloigner pour des raisons de sécurité [on voit deux militaires zaïrois faire des grands gestes puis courir après de jeunes gens pour les faire quitter la piste].

Sur l'aéroport, les rares forces policières ou militaires nous font plutôt bon accueil.

[Un militaire zaïrois [on voit des militaires français charger des cartons dans un véhicule] : "Nous sommes quand même contents de votre arrivée afin de mettre fin..., afin d'accomplir votre mission comme, euh..., convenu".]

Cette mission précisément, d'un point de vue matériel, est loin d'être simple dans cette ville et cet aéroport frontalier du Rwanda. Aucune infrastructure n'existe pour accueillir plus de 2 000 hommes. Ici, par exemple, la centaine de paras de la 11^{ème} DP de Toulouse, arrivés en précurseurs, n'a pas trouvé la nuit très confortable [on voit des militaires dormir à même le sol]. Il faut donc tout apporter, tout installer et surtout penser déjà la durée. Mais qui aujourd'hui en a la moindre idée? Entre les ordres et les contre-ordres, entre l'hésitation des politiques et la disponibilité des militaires, chacun cherche sa route [on voit des militaires décharger des caisses des avions].

[Marine Jacquemin s'adresse à un para français (béret rouge) : - "Vous savez un peu où vous allez aller?". Réponse du militaire : - "Absolument pas, non". Marine Jacquemin : - "Vous n'avez aucun ordre de mission précis?". Le militaire : - "Ah non, on aimerait bien [sourire]". Marine Jacquemin : - "Je vous voyais étudier des cartes, là, tout à l'heure". Le militaire : - "C'est pour faire du tourisme [sourire]". Marine Jacquemin : - "Ah ouais".

Un autre militaire, plus âgé : "Il y a tellement de..., tellement de..., d'enjeux et de..., de paramètres qui rentrent en ligne de compte que... ça ne peut que varier entre les..., ce qui est programmé et puis ce qui est réalisé ici".]

Ici – c'est-à-dire Goma –, variante ou pas, cette mission n'est pas du goût de tous. Dans cette localité, comme dans tout l'Est du Zaïre, l'opposition au régime de Mobutu l'emporte. Ses détracteurs accusent déjà la France de remettre en selle le Maréchal-Président, isolé depuis plusieurs années. Et dans les rues, la présence française est violemment rejetée.

[Un Zaïrois : "Nous ne voulons pas la présence française au Rwanda même chez nous au Zaïre! D'ailleurs, nous avons appris avec, euh..., colère, quoi, que les Français ils sont venus, ils sont déjà..., ils se trouvent déjà à l'Est de notre pays".

Un autre Zaïrois : "Vous les Français – surtout les Français parmi les..., tous les Européens –, c'est vous les Français, vous appuyez les, les, les, les..., la..., la dictature au..., en Afrique".]

[Marine Jacquemin, face caméra, dans une rue de Goma : "En refusant de cautionner l'opération Turquoise, les nations africaines ont voulu certai-

nement aussi répondre en écho à toutes ces critiques. Si Paris ne fait pas la sourde oreille, rien pourtant ne semble vouloir empêcher cette mission à haut risque”.]

[Patrick Poivre d’Arvor interviewe à présent Marine Jacquemin, en duplex de Bukavu.]

Patrick Poivre d’Arvor : Au sud du lac Kivu se trouve, euh, Bukavu [Bukavu] où notre équipe, euh, vient tout juste de faire mouvement. Car c’est là que les premiers français ont pénétré pour essayer de porter assistance à un camp de réfugiés tutsi. Alors très exactement à Cyangugu. Vous venez d’arriver sur cette base, Marine. Comment se présente la situation sur le terrain ?

Marine Jacquemin : Euh..., bonsoir Patrick. La situation sur le terrain a..., a pris quelque retard à cause des..., des moyens de transport : dans cette région perdue, comme vous vous en doutez, la logistique est très dure. Donc, euh..., les premiers éléments français ont eu beaucoup de mal à se déplacer [une carte de l’Est du Zaïre et du Rwanda s’affiche à l’écran ; une flèche indique le déplacement de militaires français de Bukavu vers Cyangugu]. Alors, ce que nous supposions hier [22 juin], c’est que déjà des [inaudible] éléments français sont rentrés en territoire rwandais, euh, cette nuit ou probablement en début de matinée. Ils sont quelques dizaines, pas plus. Et ils ont pris position à 14 kilomètres de Cyangugu où se trouve un camp de réfugiés tutsi avec 6 à 7 000 personnes qui étaient de plus en plus menacées, voire assassinées ces derniers jours aux dires de plusieurs témoins. Les soldats français ont été semble-t-il très bien accueillis, très bien renseignés par la population locale. Donc l’opération a démarré et semble, pour l’instant, bien se passer.

Patrick Poivre d’Arvor : Alors nous voyons bien sur cette carte, actuellement. Que devrait être la..., la suite des opérations ensuite ?

Marine Jacquemin : Alors si vous voulez, l’opération Turquoise a été, euh, pensée en trois phases [diffusion d’une carte du Rwanda avec indication de la ligne de front entre la zone contrôlée par le FPR à l’Est du pays et la zone contrôlée par les forces gouvernementale à l’Ouest ; outre la capitale Kigali, la carte indique les villes rwandaises de Gisenyi, Cyangugu, Butare et Gitarama]. La première phase est donc terminée : il s’agissait de prendre le contrôle des aéroports de Goma, de Bukavu et de Gisenyi. Euh..., la troisième phase aura lieu, nous dit-on, dans quelques jours : il s’agira de créer quelques zones de sécurité. Ce qui est bien vague et pour l’instant nous n’en sommes pas là. Nous sommes en pleine deuxième phase. La deuxième phase a donc commencé cette nuit : on assiste à une montée en puissance, euh, de la force

sur place. Euh, toute la journée il y a eu environ 16 rotations de Transall, d'Hercules qui ont déchargé environ 500 hommes, des matériels, etc. Alors ici à Bukavu, il y a une centaine d'hommes qui nous entourent. Et je ne sais pas si vous entendez mais il y a un gros-porteur qui est en train d'atterrir juste à nos..., juste à mes côtés. Donc cette centaine de soldats se prépare manifestement à lever le camp pour cette nuit, au plus tard demain matin [24 juin]. Direction : Cyanguu.

Patrick Poivre d'Arvor : Et pour l'instant, euh, les forces en présence et..., et l'accueil général, euh..., de la population rwandaise autant que vous en sachiez ?

Marine Jacquemin : Eh bien, ce que vous avez vu..., ce que vous avez vu dans le sujet que nous vous avons envoyé – le sujet zaïrois –, effectivement une partie de la population, comme je vous l'ai dit, dans l'Est du Zaïre, est contre le régime du Président Mobutu. Donc contre, euh..., la force..., la présence de la force française. Une autre partie, euh..., finalement nous accueille avec beaucoup de points d'interrogation [la première carte évoquée ci-avant est rediffusée]. Une chose est sûre, c'est que beaucoup nous disent qu'il fallait venir et qu'il fallait tenter de sauver ce qu'il y avait encore de sauvable. On nous a fait le reproche – euh, surtout dans les camps de réfugiés – de ne pas être venus à temps. Maintenant nous sommes-là. Alors les forces en présence, c'est 2 676 hommes – très exactement actuellement – qui sont engagés dans cette opération. Il y a des troupes d'inf..., d'infanterie : ils sont venus de la Réunion, du Gabon, de Djibouti. Et puis il y a surtout, euh, des forces venues de RCA et de France qui appartiennent au groupement tactique de terre. Donc 1 000 hommes sont chargés d'entrer, euh, en territoire rwandais dans les jours qui viennent. Et 500 autres seront là en soutien. Il y a également, euh..., des avions de chasse, des hélicoptères. Bref ça fait du monde, euh, dans la région.

Patrick Poivre d'Arvor : Je vous remercie beaucoup Marine.

Vous y faisiez allusion, les 600 soldats de l'infanterie de marine et de la Légion sont les premiers éléments d'une force totale de 2 500 hommes, qui va arriver progressivement. Et donc le PC restera à Goma. Les nouveaux arrivants viendront de la base d'Istres, tout près de Marseille. 700 hommes et 650 tonnes de matériels sont déjà partis de l'aéropar..., de l'aéroport où nous retrouvons sur place Alex Panzani.

[Alex Panzani :] Images étonnantes cet après-midi : des avions Antonov au fuselage encore frappé de la faucille et du marteau sur la base aérienne d'Istres. Ces quatre mastodontes – des avions-cargos loués aux Russes

– constituent l'épine dorsale du fonds aérien destiné à l'opération Turquoise.

[Colonel Patrick Thouverez, "Cdt base aérienne d'Istres" : "Nous employons quatre Antonov. C'est sans doute parce que c'est les avions les..., les moins chers du marché. Ils sont capables de transporter, à chaque rotation, environ une centaine de tonnes. Ce qui est tout à fait considérable, euh..., et qui donc nous évite d'employer, euh, des avions de plus petit tonnage en plus grand nombre".]

Les équipages aussi sont russes. Des civils, des professionnels à l'allure plutôt décontractée. Et maintenant voici le clou du spectacle : l'Antonov ouvre ses entrailles pour engloutir sa cargaison. Commence alors un balai bien réglé : des colonnes de véhicules militaires qui attendaient sous le soleil s'engouffrent dans l'appareil. Un travail d'une précision méticuleuse. Une quinzaine de camions vont prendre place dans l'avion-cargo.

Sur cette base – qui sert également de soutien logistique aux opérations aériennes d'interdiction de survol de la Bosnie – règne une activité intense. Les avions de combat sont aussi de la partie. Un millier d'hommes et des centaines de tonnes de matériels sont en transit pour Bangui. Les Antonov, eux, ont commencé déjà leurs rotations.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Par ailleurs à Vannes les derniers préparatifs pour le régiment de chars et de marine, où 150 hommes s'apprêtent à partir dans les heures qui viennent. Thierry Cabannes et Christophe Gahier ont interrogé les militaires et leurs épouses.

[Thierry Cabannes :] Dernière leçon d'histoire et de géographie avant le départ [on voit un officier supérieur en train de donner un cours sur le Rwanda à ses soldats : "Nous trouvons et une..., un ensemble de populations réellement organisées [inaudible] royaume. Les rois de [...]"]. Depuis vendredi [17 juin], jour de l'alerte, ces 160 hommes du RICM de Vannes se préparent effectivement à quitter leur caserne, direction le Rwanda. Si les paquetages étaient déjà fin prêts, ces soldats procédaient cet après-midi aux ultimes chargements sans états d'âme mais parfaitement conscients de l'importance de leur mission [des soldats déchargent des cartons sur lesquels se trouvent écrit : "12 rations de combat individuelles réchauffables armée française"].

[Un soldat français, qui arbore un béret noir : "La mission s'annonce difficile car, euh, a priori, euh, c'est l'anarchie. Et à ce titre de l'anarchie, il y a des massacres. Donc il faut à tout prix intervenir. Et surtout le plus vite possible pour arrêter ces massacres et sauver toutes les populations qui peuvent être sauvées".]

Un autre soldat, plus jeune : "On ne peut pas rester indifférent quand

on voit les images que..., qui nous sont montrées tous les jours de..., d'un tel massacre. On a déjà vu, euh..., assez..., assez d'horreurs. Alors on a fêté récemment le cinquantenaire de..., de la Libération en France. Bon, ben, quand même, euh..., faut arrêter..., faut arrêter le massacre, hein".]

Du côté des femmes des soldats, elles étaient réunies cet après-midi au mess de garnison, comme c'est souvent le cas avant chaque départ. Même si elles sont habituées à ce genre de situation, l'inquiétude se lisait sur les visages.

[Une femme de militaire : "Il y a une inquiétude réelle parmi nous car, euh, nos maris, euh..., ne savent pas très bien où ils vont mettre les pieds. Ils sont, je pense, fiers de partir. Le seul problème, c'est, euh, que vont-ils trouver là-bas?"]

Une autre femme de militaire : "On tient bon. Mais bon, on n'est pas trop, trop rassurées. On espère que ça ne durera pas trop longtemps, quoi".]

Seul point rassurant pour toutes ces femmes, cette opération Turquoise est prévue pour s'achever fin juillet. Si tout va bien, leurs maris ne devraient pas rester trop longtemps loin du foyer.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Ces militaires français seront rejoints par 300 militaires sénégalais. Le Tchad, l'Égypte et Israël soutiennent cette initiative, qui rencontre des échos plus favorables que dans les premières heures. La France espère un soutien européen plus actif lors du sommet européen de Corfou. C'est ce que disait hier soir [22 juin] le ministre Alain Lamassoure. L'Italie se déclare prête à participer à cette opération sous certaines conditions. En revanche la Belgique réaffirme qu'elle n'enviera..., elle n'enverra pas de militaires au Rwanda.

La Belgique qui a été le théâtre d'une petite manifestation anti-française [on voit des Rwandais taper sur des tambours derrière un fil où sont suspendues plusieurs pancartes ; sur l'une d'elles se trouve écrit : "Mitterrand = Touvier = Barbie"] où, euh, quelques Rwandais ont déversé des détritiques devant l'ambassade de France à Bruxelles pour protester contre cette intervention.

On se souvient qu'historiquement, c'est la Belgique qui administrait ce territoire il y a plus de 30 ans. Historique des deux derniers mois avec Didier Chauffier.

[Didier Chauffier :] Les restes de l'avion du Président Habyarimana après l'attentat d'avril dernier qui lui coûta la vie [diffusion d'images de l'une des ailes du Falcon-50, filmées le 9 avril 1994]. Cet attentat a déclenché la première vague de massacres. La garde présidentielle et les milices ont aussitôt

entamé les représailles en assassinant des centaines de Tutsi et des opposants hutu. L'horreur ne fait que commencer [diffusion d'images d'archives montrant des scènes de massacre].

Les parachutistes français et belges évacuent dans la précipitation les ressortissants étrangers et quelques enfants orphelins [on voit des Blancs massés dans un camion]. Tout cela avant de fuir à leur tour, laissant la place au Front patriotique rwandais et à l'armée régulière qui s'affrontent à travers une gigantesque tuerie sur tout le territoire, qui touche principalement les civils [diffusion d'images d'archives montrant des soldats du FPR et des FAR].

Le Conseil de sécurité de l'ONU réduit de 2 700 à 270 le nombre des Casques bleus [on les voit en train de quitter le Rwanda]. Les organisations humanitaires, peu nombreuses sur place, réclament de l'aide.

[Aalane Fereydoun, "Chef de mission de la Croix-Rouge Internationale : "Complètement débordé! Et puis on est les seuls dans le pays pour le moment qui ont une présence. Il faut que les autres viennent!"]

L'opinion publique mettra du temps à se sensibiliser [on voit un camion déverser des corps dans un trou creusé par un bulldozer]. Après des semaines d'horreur, elle commence à prendre conscience qu'il s'agit d'un génocide [des pêcheurs récupèrent un cadavre dans l'eau]. L'ONU décide d'envoyer sur place 5 500 Casques bleus qui ne sont toujours pas arrivés. Des chiffres très approximatifs sont avancés : on parle même de 500 000 morts [diffusion de scènes de massacre].

Les seuls chiffres précis concernent l'immense population déplacée par ce conflit. 200 000 personnes se retrouvent aux frontières du pays dans des camps surpeuplés, sans eau potable, où toutes les épidémies peuvent se développer [diffusion d'images d'archives montrant des scènes d'exode]. Des milliers de Rwandais sont jetés sur les routes. Ils errent pour échapper aux massacres alors que le FPR avance [diffusion d'images de camps de réfugiés].

Les militaires français interviennent donc dans ce contexte. Une mission ponctuelle à caractère humanitaire, qui devrait si possible se terminer fin juillet [diffusion d'images d'archives montrant des soldats français à l'aéroport de Kanombe].

Patrick Poivre d'Arvor : En France la classe politique soutient cette initiative, à l'exception des communistes et de l'ancien ministre socialiste de la Défense Jean-Pierre Chevènement, qui s'inquiète de l'isolement français. Le RPR Jacques Baumel parlant lui de coup d'épée dans l'eau. Du côté des organisations humanitaires, euh..., le président de Pharmaciens sans frontières estime que cette intervention met en péril certaines populations. En revanche

celui de Médecins sans frontières approuve : "Quand il y a génocide, dit-il, on ne peut pas le laisser passer comme ça".

[Patrick Poivre d'Arvor s'entretient à présent en plateau avec Régis Faucon.]

Patrick Poivre d'Arvor : Des déclarations qui..., qui révèlent bien cette..., cette ambiguïté, donc, Régis Faucon.

Régis Faucon : Oui effectivement, Patrick, certains soulignent clairement l'ambiguïté de cette opération. Et c'est vrai que le militaire et l'humanitaire n'ont pas toujours fait bon ménage. Souvenez-vous des questions qu'on se posait déjà au moment de la Bosnie et surtout au moment de la Somalie. Et puis il y a les interrogations des organisations humanitaires que vous évoquiez à l'instant : certaines sont contre, disant que ça va compliquer leur tâche sur le terrain. D'autres sont pour parce qu'il s'agit évidemment de sauver des vies humaines. Car vous savez – je crois qu'il faut quand même le dire –, il faut savoir ce que l'on veut : on ne peut pas tout et son contraire. On ne peut pas d'un côté crier au scandale quand on ne fait rien, quand il n'y a pas d'intervention. Et en même temps faire la fine bouche quand une intervention est..., est enclenchée. Et puis vous savez, que peut-on faire face à des gens, euh, qui sont capables de massacrer des bébés à la machette, sinon d'y aller avec des armes ? Alors bien sûr qu'il y a des questions, bien sûr qu'il y a des risques. Mais je crois qu'il faut savoir à un moment, euh, dépasser ces états d'âme pour agir, tout simplement. Et je crois Patrick pour terminer que cette opération, si elle reste dans les limites qui ont été fixées, honore la France.

Patrick Poivre d'Arvor : Merci beaucoup. Euh..., on reviendra bien sûr, euh, sur cette opération tout au long des prochaines éditions avec tous nos envoyés spéciaux : Marine Jacquemin, vous l'avez entendue, mais aussi Loïck Berrou qui se trouve du côté de Kigali, Nahida Nakad, Catherine Jentile et..., et toutes nos équipes qui sont parties là-bas.